

CHIFFRE SPARTACQUE
1936 LÉVEURE

C. E. R. M. T. R. I.

PRIX 2 FR.

La Lutte de Classes

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

45, Bd de la Villette
PARIS (10^e).

DECEMBRE 1929

2^e ANNÉE
N° 16

S O M M A I R E

Après la crise ministérielle (*Editorial*). — Le développement du conflit sino-russe (*P. Naville*). — Résolution de l'opposition communiste

belge sur le conflit sino-russe. — Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais (suite) (*P. Sizoff*). — Le parti communiste en Tchécoslovaquie.

Après la crise ministérielle

Les *Cahiers du Bolchevisme* exprimaient récemment ainsi la contradiction principale de la société française à l'heure actuelle : les contradictions secondaires cèdent le pas « devant la contradiction essentielle : la lutte de plus en plus révolutionnaire de la classe ouvrière française. Le mécanisme des grèves pendant cette dernière période, le caractère plus aigu des luttes, le mouvement ouvrier contre la guerre en particulier avec la journée du Premier Août, la résistance à la répression, le groupement des ouvriers autour de la presse du parti, toutes ces luttes menées sous la direction du Parti Communiste revêtent un caractère politique tel que la bourgeoisie est forcée de mettre ce problème au centre de sa crise politique. »

Cette affirmation serait à retourner de bout en bout si l'on veut obtenir un tableau à peu près fidèle de la situation du mouvement révolutionnaire dans les circonstances actuelles. La direction actuelle du parti communiste est préoccupée de prouver deux choses : d'abord que toutes les contradictions qui opposent entre elles diverses fractions de la bourgeoisie grande ou moyenne, s'effacent de-

vant la contradiction fondamentale qui l'oppose au prolétariat, et ensuite que seul le parti communiste dirige la lutte du prolétariat, et que seul il se recommande encore des intérêts permanents et historiques du prolétariat.

Si l'on se borne à une vue théorique du mouvement, l'affirmation de la direction du parti est juste. Il est vrai que le plus profond antagonisme qui ronge le développement du capitalisme est celui qui tend constamment à l'opposer au prolétariat, et que contre le prolétariat luttant pour ses salaires, pour des libertés politiques ou pour son émancipation complète, les diverses fractions de la bourgeoisie s'unissent toujours, remplissant pour cela chacune le rôle auquel elle est le mieux préparée par sa fonction sociale. Il est vrai aussi que seul un parti communiste peut aujourd'hui représenter les aspirations révolutionnaires des masses. Seul il pourrait interpréter et aider le prolétariat à remplir sa tâche : l'expropriation de la bourgeoisie.

Mais si l'on jette un coup d'œil sur la réalité on voit une situation concrète bien différente, qui

justifie entièrement l'action de la gauche communiste. C'est une chose de juger d'après la doctrine, d'après les tendances générales, et c'en est une autre d'apprécier dans chaque moment, en fonction de la situation concrète et des circonstances sociales précises, l'évolution du mouvement révolutionnaire. Le talent des bureaucrates de notre Internationale est de brouiller à plaisir les choses. Ils font ressortir des traits particuliers comme des tendances générales, et ravalent des mouvements d'une ampleur énorme à de petites combinaisons; ainsi, ils ne comprennent jamais *l'ensemble* d'une situation.

Il faut avant tout comprendre le caractère actuel des luttes ouvrières. En quoi la lutte est-elle plus révolutionnaire aujourd'hui qu'il y a quelques années ou que dans l'après-guerre immédiate? La direction du parti ne nous le dit pas, et pourtant c'est à elle de nous le montrer, de nous l'expliquer, puisque c'est elle qui nous l'affirme.

Le degré de « radicalisation » de la masse ne se mesure pas comme une quantité ordinaire. Il faut faire entrer en ligne de compte un grand nombre de facteurs. Il y a le nombre et la fréquence des luttes revendicatives, grèves, mouvements de solidarité, etc..., avec la discrimination précise de leurs objectifs; il y a l'évolution des partis et groupements qui se réclament de la classe ouvrière; il y a les réactions diverses de la bourgeoisie, sur le terrain de la lutte économique ou sur celui de la répression politique. Il y a une multiplicité de facteurs qui ne sont pas séparables les uns des autres, qui concourent tous à former une analyse générale de la situation du mouvement.

Les bureaucrates de la direction du parti reconnaissent dans leurs analyses que le capitalisme international fait aujourd'hui des efforts immenses pour profiter des leçons de l'après-guerre, leçons que lui a donné la classe ouvrière. Les travailleurs et la bourgeoisie ne se retrouvent pas aujourd'hui face à face comme avant la guerre. Des luttes immenses les ont mis aux prises depuis cette époque. Des fleuves de sang ont coulé. Une expérience d'une diversité et d'une profondeur très grandes s'est accumulée de chaque côté. Des courants nouveaux se sont dessinés dans la classe ouvrière, des partis et des doctrines nouvelles se sont installées par la force des choses, imposées par les conditions du développement de la lutte de classe, et, depuis 1923, du rétablisse-

ment et du nouveau progrès de l'économie capitaliste.

Après plusieurs années de recul, le mouvement communiste est arrivé à une étape qu'il ne peut plus dépasser sans une profonde crise intérieure, reflet elle-même de la crise qui agite, bouleverse et renouvelle partiellement l'économie mondiale en provoquant de nombreux déplacements de classe. Cette crise a débuté il y a quelques années et arrive elle-même de nouveau dans une étape critique de son développement. Les ignares directeurs de conscience stalinistes dans l'Internationale ont imaginé que les crises capitalistes survenaient lorsque la bourgeoisie s'affaiblissait, dans les moments où un déséquilibre latent l'avait minée et qu'une cause extérieure, comme la poussée prolétarienne provoquait une brusque aggravation de ce déséquilibre. Cette manière de voir est tout à fait fautive. Chaque fois que le capitalisme ayant réuni ses forces, fait un nouveau bond en avant, selon une période dont les délais ne sont pas absolument fixes, il prépare une crise dans son sein, mais cette crise ne survient pas à cause d'une faiblesse momentanée; elle *provoque* une faiblesse — momentanée ou décisive selon que le prolétariat sait lui donner une conclusion révolutionnaire ou non.

Depuis 1922-23 le capitalisme français a fait des progrès très sensibles qui ont trouvé leur contrepartie, non dans une extension du mouvement communiste, mais dans une dispersion et un affaiblissement extrêmes de l'aile communiste du mouvement ouvrier. Ce ne fut pas seulement un phénomène français, mais un phénomène international. Dans les dernières années, les opérations essentielles des processus fondamentaux de l'économie capitaliste ont repris avec une vigueur et une accélération qu'on ne peut nier. La production se hausse aujourd'hui à des paliers qu'on n'aurait pas imaginé après la guerre; le trafic maritime et ferroviaire, la construction de bâtiments, de navires, de matériel mécanique de toute sorte s'accroît. Les monnaies sont stabilisées! L'épargne, que trop de gens prétendent disparue, dépasse énormément celle d'avant guerre, l'accumulation de bénéfices est imposante dans la grande industrie renouvelée, dans les banques, dans les trusts agricoles; l'exportation du capital reprend. Le commerce s'accroît.

Cela n'est pas un tableau idyllique car cela signifie une concurrence féroce, un marché progressivement embouteillé, une augmentation des impôts, et enfin un renforcement de la bourgeoisie dans toutes les formes de son activité. Cela signifie aussi des heurts nombreux dans le système étatique bourgeois, où chaque fraction de la bourgeois-

sie met en avant ses formations politiques. Cependant ces heurts n'atteignent pas un grand degré de violence. Ils se réduisent à la classique concurrence parlementaire. L'action de la bourgeoisie se réduit à un programme économique et politique approuvé par toutes les fractions bourgeoises, et, en grande partie, par les socialistes. Ce programme que Tardieu fait briller actuellement, chacun en revendique la paternité. On se dispute sur ses modalités d'application, mais chacun y retrouve son bien, et, sur un point quelconque au moins le trouve encourageant. Les intérêts de clique, les intérêts locaux et partiels de la bourgeoisie des villes ou des campagnes s'opposent constamment, mais ils se réconcilient dans le programme général de la bourgeoisie, dans l'entraînement du capitalisme vers ses formes dernières, les plus accentuées et les plus irritées.

C'est cette condition de la bourgeoisie qui détermine celle du socialisme. La bourgeoisie n'utilise la social-démocratie que lorsqu'elle en a réellement besoin, et elle n'en a réellement besoin que lorsque la classe ouvrière doit être étroitement tenue en laisse et surveillée, c'est-à-dire lorsque la baisse de salaire, le chômage, la difficulté croissante de la vie la poussent vers des revendications pressantes et des luttes politiques de plus en plus accentuées. Ce n'est certainement pas le cas en France aujourd'hui. C'est ce même phénomène qui explique que le parti socialiste ne se soit pas encore officiellement associé au gouvernement bourgeois, quoiqu'il soit déjà depuis longtemps sur le terrain formel de la défense des intérêts de la démocratie bourgeoise, et que d'autre part il ait si peur d'être séparé des couches ouvrières et petites bourgeoises qui le soutiennent.

La situation économique et sociale ne justifie pas l'intervention du parti socialiste sur la totalité de la scène politique. Ce parti est actuellement tiraillé entre ses deux ailes principales. Formellement le sujet de leur discorde est de savoir si le parti peut ou non *participer* au pouvoir bourgeois. Le fait que la question puisse même se poser prouve qu'elle est en réalité résolue, que non seulement les socialistes sont prêts à *participer*, dès qu'il le faudra, c'est-à-dire dès qu'on aura besoin d'eux, mais que même ils sont prêts dès maintenant à assumer de multiples tâches dans l'appareil étatique de la démocratie capitaliste. L'aile droite, Boncour, Renaudel, etc., est tout à fait friande du pouvoir. Elle contient des hommes d'Etat mûrs; la « gauche » ne lui reproche que d'être un peu pressée, que de ne pas savoir attendre pour pouvoir entraîner la grande majorité de la classe ouvrière dans leur action de défense de la démocra-

tie capitaliste. Le principal argument invoqué par l'aile « gauche » du parti socialiste contre la *participation* est que la base économique du parti n'est pas assez large. *Où sont nos capitaux, nos journaux quotidiens, nos imprimeries, nos maisons du peuple ?* s'écrient Compère-Morel et ses collègues. Ils opposent l'armature fabuleuse de la social-démocratie allemande, autrichienne, belge, la puissance du travaillisme anglais.

En un mot le Socialisme tout entier cherche le meilleur ajustement possible de sa base ouvrière et petite bourgeoise aux intérêts généraux de la démocratie bourgeoise.

Extérieurement le parti communiste fait front sur toute la ligne et entraîne la classe ouvrière. Mais cette lutte dépend dans une mesure très importante du degré réel de combattivité des masses. Nous ne pouvons entrer ici dans une étude détaillée de la capacité de lutte immédiate du prolétariat. Mais nous pouvons faire quelques constatations brutes qui éclaireront la situation. La pression de la bourgeoisie sur le parti socialiste et sur des couches importantes du prolétariat, de la paysannerie et des classes moyennes se transmet jusque dans le parti communiste. Le parti communiste subit en outre la pression de l'appareil de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire en fin de compte celle de la bureaucratie soviétiste. Cette double pression n'est pas suffisamment compensée par la réaction propre du prolétariat français, justement parce que les conditions objectives affaiblissent le prolétariat, et que la bourgeoisie est dans des conditions favorables pour le corrompre et l'attaquer à la fois en usant de toutes les armes qui sont à sa disposition. Il en découle pour le parti communiste une ligne tactique tout à fait incohérente. D'un côté il obéit aux directives émanées de la bureaucratie soviétique, et se trouve affaibli par l'application de ces directives. Il perd de sa force de résistance devant l'offensive bourgeoise. De l'autre côté il doit contenir la poussée prolétarienne qui se fait jour constamment et réclame une politique cohérente, une tactique générale poursuivie sans défaillance. Sa direction réagit alors en repoussant au fur et à mesure les éléments qui le critiquent de ce point de vue. C'est ainsi que se constitue la gauche communiste, dont le rôle dans la crise d'équilibre instable du parti doit être décisif.

Ainsi, les perpétuels communiqués de victoire des bureaucrates du parti sont très loin de la vérité. Il faut montrer la situation telle qu'elle est si l'on veut vraiment y remédier.

Le développement du conflit sino-russe

Le développement des événements en Mandchourie a continué à alimenter la discussion internationale ouverte à ce sujet dans les rangs communistes.

Le conflit entre l'U. R. S. S. et le gouvernement de Nankin est entré dans une deuxième phase qui peut être sa phase de résolution — dans le cadre du *statu quo* entre la Chine militariste et l'U. R. S. S. dirigée par la bureaucratie stalinienne. Après deux mois d'escarmouches de part et d'autre sur la frontière mandchourienne (actions partielles de gardes blancs et de petites troupes chinoises, ripostes soviétiques, etc...) et d'expectative de la part des grands impérialismes, une brusque action offensive de l'U. R. S. S., limitée à la destruction des nids d'agitation chinois limitrophes, décida le maître de la Mandchourie, Tchang-Sue-Liang, à traiter avec l'U. R. S. S. sur la base réclamée par celle-ci, en entraînant l'assentiment du gouvernement de Nankin. Les dissensions entre le gouvernement de Nankin et celui de Moukden ont facilité la tâche des troupes russes, et l'on peut supposer que les combats ont été limités à l'extrême. Aussitôt les impérialismes, prenant prétexte de l'offensive soviétique, sont intervenus, au nom du respect du pacte Kellog signé par l'U. R. S. S. et la Chine. Seul le Japon, dont les intérêts en Mandchourie sont très particuliers, s'est abstenu de toute intervention officielle.

L'*Humanité* et la presse officielle de l'I. C. continuent à montrer leur esprit cocardier et nationaliste en vantant la victoire de l'armée rouge comme une victoire purement militaire des russes sur les chinois. Cette manière de réagir montre combien le parti français, particulièrement, est vide de tout esprit internationaliste. L'*Humanité* écrit textuellement : « Les troupes soviétiques ont occupé une portion du territoire mandchourien, pris Mandchouli et Mouliny et infligé une défaite cinglante aux troupes chinoises, qui ont perdu 12.000 hommes et un butin considérable en armes et munitions. » Ces nouvelles sont du reste fausses. Mais l'attitude reste.

Laissons de côté les commentaires dépourvus de tout sérieux de la presse communiste officielle. Des faits il découle ceci :

1°. Les militaristes chinois de Mandchourie, soutenus en sous-main par les impérialismes, entretenaient un état de guerre permanent dans l'espoir de provoquer une intervention impérialiste délogeant définitivement l'U. R. S. S. de sa position dans le chemin de fer de l'Est-Chinois. Les opérations purement militaires étaient réduites à peu de chose, mais toute la région subissait le contre coup de l'arrêt du trafic par le chemin de fer. Le marasme économique complet et la misère consécutive s'installaient. Il est possible que sous ce rapport le Japon, possesseur de l'embranchement Kharbine-Moukden du chemin de fer, ait souhaité le règlement du conflit et favorisé les négociations du gouvernement de Moukden indépendamment de Nankin.

2°. Décidée à faire cesser cet état de choses autrement qu'en cédant le chemin de fer aux im-

périalismes, l'U. R. S. S. détruit les foyers d'agitation militaire des gardes blancs et troupes chinoises à proximité de la frontière. Aussitôt le gouvernement de Moukden cède et promet le rétablissement du régime des accords de 1924 sur le chemin de fer.

3°. Les impérialismes ne peuvent pas laisser passer l'événement sans se faire entendre. Ils adressent des remontrances, et menacent l'U.R.S.S. de faire respecter le pacte Kellog.

A l'heure actuelle les négociations sont en cours entre les gouvernements chinois et russe pour le règlement définitif du statut de 1924 sur le chemin de fer de l'Est.

De cette nouvelle phase des événements ressortent plusieurs conclusions qui nous renforcent dans la position que nous avons prise antérieurement à ce sujet et qui serviront à éclairer les camarades de l'opposition qui ne voient la solution du conflit que dans une cession pure et simple du chemin de fer au gouvernement de Nankin.

D'abord il apparaît clairement que la Chine est toujours sous la domination des cliques militaristes, agissant sans liaison, et les unes contre les autres. L'analyse donnée dans notre *résolution* paragraphes IV et V) parue dans notre N° 13-14. est entièrement confirmée. Le gouvernement de Moukden a agi indépendamment du gouvernement de Nankin ; ce dernier est soutenu par les impérialismes européens, alors que le seigneur de Moukden subit l'influence japonaise. Ce n'est pas une Chine bourgeoise unie et « progressiste », comme le croit Louzon, qui réclame le chemin de fer. C'est une clique militariste, aiguillonnée par l'impérialisme. Céder le chemin de fer, ce n'est pas le céder à la Chine « unie et progressiste », c'est le céder à une clique militariste qui agira pour le compte, ou d'un impérialisme particulier (Japon), ou d'un consortium inter-impérialiste (solution préconisée par les Etats-Unis). La conséquence inévitable serait de fournir une base d'action permanente à la lutte des impérialismes contre l'U. R. S. S. en Extrême-Orient.

Ensuite l'attitude des impérialismes montre clairement leur volonté d'intervention. Ils sont à l'affut. Ils concertent leur action, et leur rappel aux principes du pacte Kellog est destiné à leur servir de base pour une intervention plus directe éventuelle, en se justifiant aux yeux des masses par une attitude « pacifiste ». Cela est de toute évidence. On dénature le sens du conflit mandchourien si on le réduit à une querelle entre deux nations dont l'une demande le respect de ses droits et dont l'autre argue de la violation de ces droits. Cette manière de voir, qui est celle de Louzon, est d'une étroitesse indigne de tout marxiste. Derrière les différentes cliques militaristes chinoises il y a les impérialismes. Derrière l'action de l'U.R.S.S. il y a une défense, pleine d'erreurs et de fautes graves, mais enfin une défense, vis-à-vis de l'impérialisme. Il faut comprendre clairement cela. Que la tactique de la bureaucratie de Staline encourage les impérialismes n'empêche pas que ces impérialismes soient constamment à l'affut de l'intervention. Les fautes de cette bureaucratie

n'empêchent pas que l'impérialisme, après avoir endigué la révolution nationale en Chine, et aidé à la répression des militaristes contre le mouvement révolutionnaire des masses, ne souhaitent atteindre par surcroît la révolution soviétique.

Les journaux bourgeois dénoncent tous les jours « l'impérialisme rouge », « l'impérialisme ouvrier » d'un nouveau genre ; tant qu'ils n'auront pas provoqué un complet renversement des positions économiques en U.R.S.S., ils craindront pour leur avenir, et leur premier souci sera d'empêcher l'appui possible pour une nouvelle poussée de la révolution socialiste mondiale.

Enfin, la conduite des opérations en Mandchourie, et la campagne menée à ce sujet dans la presse communiste officielle montrent avec une grande netteté que le *cours officiel de la politique soviétique continue à être une parade sur le tréteau bureaucratique*. A propos de la première phase du conflit nous disions dans notre précédente *résolution* (paragr. VII) : « Le ton et les arguments contenus dans ses (celles de l'U.R.S.S.) différentes notes de protestation n'ont pas été ceux qui pouvaient le mieux réunir l'approbation du prolétariat international. La politique étrangère de l'U.R.S.S. a reflété dans ce cas les déformations de la bureaucratie et du « nationalisme » que le régime actuel développe en U.R.S.S. La politique extérieure de l'U.R.S.S. suit des zig-zags analogues à sa politique intérieure. La cristallisation du sentiment nationaliste révolutionnaire sert à masquer les contradictions intérieures menaçantes. Etc... ». Aujourd'hui nous devons ajouter : la conduite des opérations en Mandchourie, telle que nous la présente la presse communiste officielle, ne ressemble pas à une action révolutionnaire.

On ne parle pas au prolétariat international du *travail politique fait parmi les masses chinoises*, on ne lui parle pas de *fraternisation*, on ne lui parle pas du contrôle ou de la *participation de communistes à cette action*, on ne lui parle pas des mesures autres que les mesures militaires qui auraient dû être prises — on ne lui parle que de milliers de tués et de butin d'armements ! A cela il y a certainement la raison suivante : c'est que de telles mesures n'ont pas été prises. Il y a tout lieu de croire que la pure action technique militaire, et la diplomatie classique ont suffi aux dirigeants de l'U.R.S.S., dans cette opération extérieure, de la même manière que les exécutions sommaires et les brutalités leur suffisent à l'intérieur. On ne peut nier cela.

Mais il n'en reste pas moins vrai que *malgré* ces pratiques défectueuses, *malgré* ces méthodes et ces attitudes qui marquent la grande déchéance de l'Etat prolétarien et surtout de l'Internationale Communiste, c'est encore la révolution, c'est encore l'intérêt global du prolétariat que la bureaucratie stalinienne est amenée à défendre contre une agression extérieure, alors que son action intérieure l'affaiblit. Voilà ce qu'il faut comprendre clairement. Et on ne peut le comprendre clairement qu'à condition de formuler une appréciation nette et cohérente des rapports de classe dans l'U.R.S.S. à l'heure actuelle.

ENCORE LOUZON

Louzon vient de publier (*Révolution Prolétarienne* du 1. 2. 29) un nouvel article sur le conflit sino-soviétique. Cela se présente comme une ré-

ponse à la brochure de Trotsky : *La Défense de l'U.R.S.S. et l'opposition*. En fait de réponse, Louzon, qui a été atteint au point faible par la brochure de Trotsky, développe une nouvelle fantaisie géographique et économique comme il en a le secret. Après avoir longuement exposé dans ses précédents articles, que l'U.R.S.S. menait une politique impérialiste, et que les ouvriers n'avaient plus aucune part à la direction de l'Etat, il « imagine » cette fois-ci que les ouvriers sont au pouvoir en U.R.S.S., et que, par la possession de l'Est-Chinois, ils exploitent des travailleurs chinois. Ainsi il y aurait « exploitation de prolétaires par des prolétaires ». Mais, explique savamment Louzon, un prolétaire qui en exploite un autre cesse d'être un prolétaire. Donc on en revient toujours à ceci : prolétarienne ou non, l'U.R.S.S. exploite par le chemin de fer les travailleurs chinois, et rompt ainsi avec l'internationalisme prolétarien. Il faut donc rendre le chemin de fer aux Chinois, ou même aux impérialistes, car il *vaut mieux* (dit Louzon) que les travailleurs chinois aient à lutter contre la bourgeoisie chinoise ou impérialiste que contre l'U.R.S.S.

En réalité Louzon a le talent de poser les questions d'une manière si faussée, si apparemment simple qu'il en découle toujours des réponses aussi illusoire dans leur simplicité. La raison pour laquelle la déduction de Louzon ne vaut rien, c'est qu'elle considère l'U.R.S.S. comme un pays impérialiste dont le sort est aujourd'hui réglé. Or c'est cela qu'il faut prouver, et Louzon en est incapable autrement qu'en donnant des raisons géographiques qui ne sont nullement probantes. Sur ce point il raisonne comme les social-démocrates. Dans notre *résolution* déjà citée nous avons dit (paragr. VIII) ce qu'il faut penser des caractéristiques économiques de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui. On ne peut pas parler d'impérialisme à son sujet, à moins de s'en référer à des critères tout à fait étrangers à la critique marxiste. Louzon, lui, parle d'impérialisme, et en tire la conclusion que le chemin de fer chinois doit être rendu... à qui veut le prendre.

Quant à examiner quelles sont les caractéristiques actuelles de la révolution chinoise, c'est une question que Louzon laisse de côté en se bornant à demander : quel est l'avantage que les prolétaires chinois peuvent retirer de la possession par l'U.R.S.S. du chemin de fer, pour l'avenir de leur révolution ? Plaisantant lourdement sur les écoles de cheminots et l'enseignement remarquablement, « trotskystement », fait qu'on pourrait y donner, Louzon estime qu'il n'y ont aucun avantage. C'est qu'il ne voit pas du tout que la troisième révolution chinoise sera fatalement engendrée par les contradictions actuelles de la domination féodale, militariste et impérialiste. Il raisonne comme si la Chine était unifiée sous une domination démocratique bourgeoise, tandis qu'au contraire il apparaît que seul le prolétariat et les paysans appauvris et opprimés pourront réaliser une unité prolétarienne en Chine, et que pour cela la présence soviétique au chemin de fer mandchourien est *infiniment* préférable à celle de Moukden, ou de Nankin, ou, bien plus probablement encore, des Japonais ou d'une commission inter-impérialiste.

En fin de compte Louzon soutient que cette position équivaut à un reniement de la doctrine communiste telle qu'elle fut appliquée dans les premières années de l'I.C. L'opposition russe, et

particulièrement Trotsky, passerait, en fait, sur la position centriste et bureaucratique de Staline. Mais le plus comique, c'est que Louzon oppose à l'attitude de l'opposition russe et de Trotsky, celle de l'opposition communiste internationale, « avec ses représentants les plus qualifiés, avec Urbahns en Allemagne, Van Overstraeten en Belgique, le groupe de *Contre le Courant* en France » qui ont exposé un point de vue « diamétralement opposé à celui de Trotsky ». Louzon oublie de nous dire s'il se compte lui-même parmi ces représentants qualifiés ; mais en tout cas avant de chercher le renfort des représentants qualifiés il devrait convaincre ses propres camarades de tendance de la *Révolution Proletarienne*, qui n'ont pas osé se solidariser avec lui — et ont même publiquement séparé des théories de Louzon des leurs — et, après avoir ouvert une discussion pour l'amour de la discussion n'ont même pas su la clore par l'exposition d'un point de vue net, cohérent, et exprimant l'opinion générale du groupe. Quant au groupe *Contre le Courant* il n'a pas pu maintenir sa position primitive et il a précipitamment battu en retraite. Urbahns, idem. Tous les deux parmi une confusion et un verbiage extrêmes. Louzon ne devrait pas ignorer que le *Léninbund* d'Urbahns a adopté en fin de compte une *résolution* officielle, aboutissant à des conclusions analogues à celles exprimées par Trotsky, et que *Contre le Courant* n'a pas proposé, comme lui, la restitution du chemin de fer, se contentant pour sa part de se laver les mains de cette affaire. Enfin, la majorité du groupe d'opposition belge a effectivement adopté une résolution demandant la restitution du chemin de fer à la Chine, mais pour des raisons qui ne sont nullement celles de Louzon. Nos camarades belges jugent comme nous le rôle actuel de l'U.R.S.S., et le stade actuel de la révolution chinoise. Mais, mettant au-dessus de tout la nécessité du maintien de la paix ils proposent la restitution du chemin de fer comme le meilleur moyen de la garantir.

Louzon s'est un peu pressé de trouver contre l'opposition communiste un soutien inattendu.

LES RESOLUTIONS DE L'OPPOSITION BELGE

Nous publions ci-dessous la *Résolution* adoptée par la majorité du Comité Central de l'opposition communiste belge, ainsi que la *Déclaration* faite par la minorité (fédération de Charleroi).

Le premier point de la *Résolution* ne nécessite aucune discussion. Il retrace justement le développement de la révolution chinoise et les devoirs de l'U.R.S.S. envers les mouvements révolutionnaires internationaux. Mais le deuxième point introduit une confusion assez grave. Nos camarades raisonnent comme si les paysans et les ouvriers chinois avaient la possibilité de faire un choix, en conscience, entre la politique pacifiste de l'U. R. S. S. (retrocession du chemin de fer) et l'agression des généraux chinois. Mais le développement de la conscience de classe est fonction directe des circonstances pratiques dans lesquelles peuvent travailler, s'éduquer et lutter les prolétaires chinois. La *Résolution* estime que cette conscience se développera mieux si les prolétaires chinois comprennent que l'U.R.S.S., par l'abandon du chemin de fer, mène une politique pacifiste. Mais elle n'indique pas que si l'U.R.S.S. rend le chemin de

fer aux généraux chinois, c'est-à-dire pratiquement aux impérialismes, elle modifiera les circonstances et le terrain de lutte des travailleurs chinois non à leur avantage, mais à leur désavantage. Ainsi, au lieu d'accélérer et d'éclairer le développement de la conscience de classe des prolétaires chinois, en fait on augmentera ses entraves, on facilitera le travail et l'oppression du militarisme réactionnaire et on offrira à l'impérialisme une base de lutte plus étendue à la fois contre le prolétariat chinois et contre l'U.R.S.S.

Le second point de la *Résolution* dit que « l'abandon par l'U.R.S.S. de tous ses droits sur l'Est chinois... permettrait de mettre à nu la démagogie nationaliste de Tchang-Kai-Chek ». Elle la mettrait peut-être à nu, mais en la fortifiant, et en diminuant d'autant la capacité de lutte des prolétaires chinois, car il ne faut pas non plus perdre de vue que le mouvement révolutionnaire est aujourd'hui très affaibli.

Mais nos camarades trouvent une raison accessoire : « L'abandon des droits de l'U.R.S.S. sur l'Est chinois est d'autant plus nécessaire que la politique stalinienne produit aussi ses effets sur le régime de l'Est chinois ». C'est une raison accessoire parce qu'en réalité la politique de Staline ne pourrait fortifier la réclamation d'un abandon que si on estime que l'U.R.S.S. mène une *politique impérialiste*, comme le pensent Louzon et Otto Bauer qui sont logiques avec eux-mêmes. Or telle n'est pas l'estimation de nos camarades belges. Et alors, pourquoi ne serait-il pas plus indiqué de porter ses efforts sur une réforme du régime du chemin de fer, d'appeler les prolétaires, en Russie et internationalement, à exiger une politique prolétarienne en Mandchourie — plutôt que d'abandonner purement et simplement le chemin de fer ? Nous croyons que si l'on considère que les changements de classe, avec leurs rapports économiques, ne sont *pas* accomplis aujourd'hui en U.R.S.S. en faveur de la bourgeoisie, il faut lutter partout où le sort de l'U.R.S.S. est en jeu, pour la réforme, profonde évidemment, de la politique et des méthodes. Il ne faut pas jeter le manche après la cognée.

Enfin, nos camarades montrent nettement le fond de leurs préoccupations et l'origine de leur erreur dans la question de la *paix*. Dans le quatrième point de la *Résolution* ils disent : « Si un conflit doit éclater entre l'U.R.S.S. et la réaction mondiale, il est de l'intérêt de la première de retarder le plus possible le déclenchement de cette lutte. » Au fond, la crainte principale de nos camarades, c'est de voir le conflit mandchourien dégénérer en une guerre que les impérialistes exploiteraient directement contre l'U.R.S.S. Cette crainte est parfaitement justifiée. La récente intervention « diplomatique » des signataires du pacte Kellogg le montre mieux que tous les raisonnements. Mais alors, camarades, soyez conséquents ! Concluez que l'U.R.S.S. ne doit pas risquer la guerre pour le chemin de fer de l'Est, mais qu'elle doit cependant faire le nécessaire pour assurer sa présence en Mandchourie, jusqu'à concurrence d'une possibilité de conflit, jusqu'à la limite qui entraînerait un conflit. Personne, dans l'opposition, n'a pensé qu'il fallait risquer la guerre au sujet du chemin de fer. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille le céder de bon gré. Car si une agression définitive des généraux obligeait l'U.R.S.S. à se retirer tout à fait de la Mandchou-

rie, alors la démagogie nationaliste de Tchang-Kai-Chek serait mise à nu, et bien mieux démontrée que si l'U.R.S.S. avait immédiatement cédé à sa menace. Nous avons exprimé cela clairement dans notre *déclaration* : « Si les généraux chinois tentaient une mainmise définitive et complète sur l'Est-Chinois, ce qu'ils ne pourraient faire qu'avec l'appui ouvert ou caché de l'impérialisme japonais ou autre, la question se poserait de savoir quelle attitude peut prendre le gouvernement soviétique. Selon toute probabilité l'U.R.S.S. serait contrainte à une cession, ou tout au moins à d'importants compromis... Il n'en reste pas moins vrai que le respect des accords de 1924 doit être défendu jusqu'à l'extrême limite compatible avec la nécessité du maintien de la paix pour l'U.R.S.S. »

Cette position est claire, et elle a l'avantage d'être conséquente avec les bases de notre analyse de la situation de l'U.R.S.S. et de la révolution chinoise.

**

La fédération de Charleroi, reproche avec brutalité à la majorité du groupe belge, son « attitude équivoque ». Elle a raison de montrer que la majorité du groupe tire de prémisses justes des conclusions erronées. Elle a raison de montrer la contradiction qui existe entre la volonté d'être « dans l'éventualité d'une guerre », « entièrement et sans réserves du côté de la République soviétique » et la recommandation d'abandonner tout droit dans le chemin de fer de l'Est.

Mais dans ces conditions sa position serait bien plus forte si elle montrait avec précision les contradictions et les équivoques qui existent dans les textes de la majorité. Son travail doit consister à *expliquer* aux camarades belges quelle est leur erreur, et quelle est la nature de leur erreur.

Pour cela il faut tenir compte de la position juste de tout le groupe sur le processus de la révolution chinoise, ainsi que sur les caractéristiques de classe de l'U.R.S.S. Et il faut expliquer pourquoi, de cette position, les camarades tirent une conclusion tactique erronée. Les camarades de la majorité pensent, avec raison, que la question qui est en jeu est en définitive celle de savoir *comment* on peut, dans la période actuelle, défendre l'U.R.S.S., c'est-à-dire aussi quels sont nos rapports avec l'Internationale Communiste. C'est certain. La question est posée dans toute l'opposition et l'expérience va nous apprendre rapidement comment y répondre.

En ce qui concerne l'Est chinois, c'est une question très importante, dans laquelle nous ne pouvons pas intervenir directement, mais indirectement, par le canal de l'I.C., par notre influence sur les ouvriers ; donc, puisque nous exprimons nos idées à ce sujet, nous ne devons pas dire : rendez le chemin de fer aux « chinois », mais affirmer notre volonté d'être aux côtés de l'U. R. S. S. contre les agresseurs. Nous dénonçons la campagne nationaliste de l'*Humanité* qui proclame avec fierté des douzaines de milliers de tués, et nous repoussons aussi les méthodes stalinienne de défense de l'Union Soviétique.

Nous appelons les travailleurs à exiger des méthodes prolétariennes de lutte et de propagande, le contrôle des masses, et la solidarité consciente du prolétariat. — P. N.

La résolution reproduite ci-dessous a été votée par 9 voix contre 3 du Comité Central de l'opposition communiste belge. La minorité (fédération de Charleroi) y a opposé la déclaration que nous publions ensuite.

RESOLUTION

1° Pendant les années de révolution en Chine, qui viennent de se clôturer par l'avènement au pouvoir du bourreau des travailleurs chinois, Tchang-Kai-Chek, l'U. R. S. S. n'a pas eu l'occasion d'intervenir directement, par la force armée en faveur de la révolution chinoise. Elle se borne à une aide indirecte en prêtant son concours à l'organisation des forces militaires de la révolution et encore en renonçant aux droits que lui conféraient les traités inégaux que lui légua le tsarisme. Une intervention directe n'eût été — bien entendu si les circonstances internationales eussent prêté à une telle politique — nullement contraire à la tactique et à la doctrine du communisme international. Il est, en effet, pleinement compréhensible qu'un Etat révolutionnaire aide les classes laborieuses d'autres pays à se débarrasser de leur exploiters tant nationaux qu'étrangers. Une telle politique d'intervention n'a rien de commun avec la politique impérialiste des Etats capitalistes qui établissent ou maintiennent par la force des armes ou par une pression économique, leur domination sur les pays coloniaux ou autres.

Une telle intervention reste cependant subordonnée à certaines conditions qu'on ne saurait transgresser sans compromettre gravement les buts poursuivis.

Ces conditions découlent du but que s'assigne le communisme et des circonstances particulières de l'époque envisagée. Le communisme ne poursuit pas seulement la libération des peuples de toute oppression étrangère. Il entend surtout affranchir les masses ouvrières et paysannes de toute sujétion sociale. Il s'ensuit qu'il faut pratiquer à l'égard de ces masses la politique qui leur permette le mieux de distinguer non seulement l'exploitation résultant de la tutelle étrangère, mais aussi l'asservissement à la bourgeoisie nationale.

En Chine, il fut permis de croire, pendant les premières années de la révolution, que les masses ouvrières et paysannes dépasseraient très rapidement le stade de l'union avec la bourgeoisie nationale contre l'étranger pour entrer dans une période de lutte contre toute domination, y compris, celle de la bourgeoisie chinoise.

Le cours de la révolution chinoise a été arrêté par la direction réactionnaire du Kuomintang aidé en cela par la fausse politique stalinienne. Cette victoire de la réaction et la carence du parti communiste en Chine a renforcé considérablement l'emprise du nationalisme sur les masses. Le Kuomintang incapable de mener une lutte sérieuse contre l'impérialisme des puissances capitalistes s'efforce de donner le change en s'attaquant à l'U.R.S.S.

2° Au point de vue du développement de la conscience de classe des ouvriers et paysans chinois — le seul point de vue qui importe — l'abandon par l'U.R.S.S. de tous ses droits sur l'Est Chinois constituerait la meilleure solution, car elle permettrait de mettre à nu la démagogie nationaliste de Tchang-Kai-Chek. Les masses se trouvant alors face à face avec le nationalisme réactionnaire auraient tôt fait de découvrir ses incapacités de lutter véritablement contre la domination des grandes puissances impérialistes, elles éprouveraient aussi beaucoup plus aisément le besoin de se détacher de ce nationalisme et de combattre sous le drapeau du communisme pour abattre le régime d'exploitation de la bourgeoisie chinoise.

3° L'abandon des droits de l'U.R.S.S. sur l'Est chinois est d'autant plus nécessaire que la politique stali-

nienne produit aussi ses effets sur le régime de l'Est chinois. Selon l'avis du camarade Trotsky la façon de se comporter des autorités soviétiques vis-à-vis des populations chinoises ressemble encore beaucoup aux manières des puissances.

Il est clair que le régime stalinien n'est plus capable de poursuivre son rôle d'éducation auprès des masses chinoises. Dès lors la main mise de l'U.R.S.S. sur l'Est-Chinois, au lieu de servir les intérêts de la révolution en Chine ne peut plus que discréditer l'U.R.S.S. et déconsidérer aux yeux des travailleurs de Chine le communisme comme moyen d'affranchissement social.

4. Dans l'état actuel des rapports entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste tout conflit armé contre l'U.R.S.S. quel que soit le motif immédiat de ce conflit, peut devenir une guerre des puissances de conservation sociale contre ce qui reste de la révolution d'Octobre.

Il est bien entendu que dans un tel conflit le devoir du prolétariat international doit être d'aider à la défaite des puissances capitalistes. L'Est chinois a été et serait certainement à nouveau, en cas de conflit armé, une des bases de l'attaque contre l'U.R.S.S. Le sort du chemin de fer acquiert de ce fait une grande importance. La question est maintenant de savoir si le droit de contrôle conféré à l'U.R.S.S. par les traités de 1924 n'offrent pas des garanties plus illusoires que réelles du point de vue de la défense de l'U.R.S.S. Ce contrôle ne peut être une garantie efficace que s'il est complété par une occupation militaire du chemin de fer par les troupes soviétiques. Personne ne songe à réclamer de tels droits dans l'état actuel des choses.

En cas de guerre l'U.R.S.S. se verrait dans l'obligation de pousser son offensive sur l'Est chinois, de procéder à son occupation militaire. Il ne fait aucun doute que de telles opérations provoqueraient l'intervention directe des puissances impérialistes, intervention qui ne peuvent que mettre en danger tant la révolution russe que le cours ultérieur de la révolution chinoise.

Etant donné le reflux du mouvement révolutionnaire dans le monde entier une guerre de la réaction mondiale contre l'U.R.S.S. se présente dans des conditions tout à fait mauvaises pour l'U.R.S.S.

Si un conflit doit éclater entre l'U.R.S.S. et la réaction mondiale, il est de l'intérêt de la première à retarder le plus possible le déclenchement de cette lutte. Pour ces raisons l'U.R.S.S. tout en s'appêtant à répondre à toute attaque de l'impérialisme doit se déclarer prête à négocier le règlement du conflit de l'Est chinois sur la base du retour pur et simple de ce chemin de fer à la Chine.

DECLARATION DE CHARLEROI

Etre pour ou contre le maintien du contrôle du chemin de fer de l'Est-Chinois par la République des Soviets.

Etre du côté de la Révolution russe — ou du côté de la contre-révolution chinoise soutenue par l'impérialisme mondial.

Ou bien prendre une position « ultra-révolutionnaire » consistant à discuter sans fin, au-dessus de la mêlée, pendant que la révolution russe est aux prises avec la contre-révolution !

Telle est la question éprouve, que la vie a posée aux oppositionnels communistes.

Ceux-ci doivent répondre nettement à cette question, sans équivoque et sans échappatoires.

Les camarades de la Fédération de Charleroi ont choisi : « avec la Révolution russe, contre l'agresseur contre-révolutionnaire chinois et ses soutiens impérialistes ! »

Les camarades de Charleroi espéraient que les dirigeants oppositionnels les plus responsables (tel le camarade

Van Overstraeten), qui avaient engagé dès le début du conflit sino-russe, les groupes d'opposition belge dans une voie erronée, se seraient ressaisis et auraient rectifié leur position.

Mais, ils constatent, que loin de répondre à l'invitation pressante du camarade Trotsky, leur demandant de se prononcer sans équivoque sur la question du conflit sino-russe, et cela dans l'intérêt de l'opposition communiste internationale et dans l'intérêt de la cause révolutionnaire que celle-ci doit défendre, les camarades se maintiennent dans l'équivoque la plus dangereuse.

Par exemple, le camarade Van Overstraeten, qui essaie d'expliquer, mais n'abandonne rien de son point de vue erroné, dans son article publié en réponse à celui du camarade Trotsky appellent des « malentendus » des divergences fondamentales sur la tactique révolutionnaire à suivre dans le moment actuel. Et il termine cet article en affirmant que « dans l'éventualité d'une guerre les oppositionnels seront entièrement et sans réserve du côté de la République Soviétique. »

Or, dans le cas qui nous occupe, il ne peut être question que de l'Est-Chinois par l'U.R.S.S.

Et si, ce n'est pas encore la guerre dans une phase aigüe, l'agression armée de Tchang-Kai-Tchek et des blancs russes contre le contrôle révolutionnaire du chemin de fer de l'Est chinois, l'arrestation et les mauvais traitements infligés aux citoyens soviétiques, arrêtés et emprisonnés, les combats de frontières, c'est le commencement de la guerre !

Il faut donc prendre position et alerter les travailleurs, leur montrer où est leur intérêt et ce qu'ils doivent faire.

Comment des oppositionnels pourraient-ils bien remplir ces tâches si importantes, à laquelle l'opposition comme groupe politique a manqué jusqu'à ce jour, s'ils maintiennent comme le camarade Van Overstraeten le fait, l'opinion, que le maintien du contrôle du chemin de fer de l'Est-Chinois par l'U.R.S.S. est contraire non seulement à l'intérêt révolutionnaire, mais aux principes révolutionnaires qui doivent déterminer notre action.

Au nom de quoi alors, peut-on demander à des ouvriers de se battre *entièrement et sans réserve* aux côtés de la République des Soviets, qui défendrait d'après Van Overstraeten une mauvaise cause ?

On ne peut songer sérieusement à pratiquer une pareille politique. Et cette formule finale « dans l'éventualité d'une guerre les oppositionnels seront sans réserve aux côtés de la République des Soviets... En attendant discutons des moyens de la défendre ! », cela ne peut pas nous satisfaire !

Cette formule trompeuse tend à sauver devant les travailleurs les apparences d'un accord entre les oppositionnels. Mais, cet accord n'existe pas sur la question du conflit Sino-Russe.

Et l'invitation à poursuivre la discussion sur les moyens de défendre l'U. R. S. S., si nous l'acceptons aurait comme contre-conséquences d'empêcher les camarades oppositionnels qui ont pris position de combat aux côtés de l'U.R.S.S. d'effectuer le travail politique ordonné par cette position et les événements.

Par conséquent, la Fédération de Charleroi, considérant que les événements en Chine peuvent s'aggraver et nous surprendre, se refuse momentanément d'accepter l'invitation du camarade Van Overstraeten à mettre à l'ordre du jour de nos discussions « que faire pour le redressement international du mouvement communiste ? »

Non pas parce qu'elle se refuse à aborder la discussion de cette question si importante pour le travail d'avenir de l'opposition communiste.

Au contraire, elle aspire à l'aborder « désespoir et haine » à part comme le demande Van Overstraeten.

Mais elle veut préalablement que soit fixée sans équivoque la position de l'opposition belge dans le conflit Sino-Russe.

Inutile de parler du redressement du mouvement communiste international avant d'avoir redressé notre position dans cette question.

Au surplus, il faut cesser de discuter les moyens de « bien défendre » la ^Dévolution russe, car discuter au lieu de se porter aux secours des révolutionnaires, qu'on dit vouloir aider, mais qui se battent seuls contre l'agresseur contre-révolutionnaire est l'attitude la plus critiquable.

La Fédération de Charleroi.

LISEZ nos articles sur la CHINE

dans « La Lutte de Classes » :

Canton (11-13 Décembre 1927). (N° 1).

La lutte de classes en Chine (N° 6).

Le sens du conflit sino-russe (N° 12).

Déclaration sur le conflit sino-russe (N° 13-14).

Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais

(Suite)

LE PREMIER GOUVERNEMENT DU LABOUR PARTY

Nous avons vu dans un chapitre précédent ce qu'avait été la défaite ouvrière dans les années 1921, 1922, 1923 et comment elle impliquait presque nécessairement un mouvement d'opinion en faveur du Labour party parlementaire. Le premier renouvellement législatif de la Chambre des Communes en amena l'éclatante confirmation. Depuis des années, le parti conservateur avec Bonar Law puis Stanley Baldwin dirigeait les destinées du pays et la classe ouvrière le rendait responsable de la continuation du chômage, de l'élévation du coût de la vie et de la baisse des salaires. La grande crise mondiale de 1920-21 avait déferlé fortement sur la Grande-Bretagne, mais, contrairement à ce qu'on avait vu avant la guerre, contrairement aux prévisions des économistes bourgeois, le flot, la crise passée, s'était peu ou pas retiré. Le chômage avait atteint 2.200 mille travailleurs pendant la crise ; mais au lieu de revenir aux chiffres de 1919, (quelques centaines de mille), le nombre des chômeurs oscillait toujours entre 1.200 mille et 1500 mille hommes. La production, les exportations n'avaient pas repris leur valeur antérieure. Le gouvernement avait dû renforcer les tarifs protecteurs pour protéger le marché intérieur contre les dumpings étrangers. L'Angleterre était entrée dans la crise chronique qui continue à la terrasser. Le gouvernement conservateur devait en supporter les premières conséquences. En décembre 1923 les élections se firent sur les questions des tarifs protecteurs, des impôts indirects et sur l'incapacité du gouvernement à remédier au chômage. Les conser-

vateurs obtinrent 5.300 mille suffrages avec 258 sièges, le Labour party 4.300 mille avec 191 sièges et les libéraux 4.700 mille avec 157 sièges. Durant la campagne électorale, les conservateurs par la voix de Winston Churchill avaient défié les travaillistes, les accusant de n'être que des critiques incapables de gouverner l'Empire. Par cette parole Churchill savait ce qu'il faisait. S'il s'était adressé à des révolutionnaires, ou même simplement à des défenseurs de la classe ouvrière, son accusation serait tombée dans le ridicule, mais il ne s'adressait qu'à des petits bourgeois vaniteux, pleins de respect pour la constitution britannique. Ceux-ci se sentirent atteints dans leur « honneur » de politiciens professionnels. D'autre part, on est parlementariste ou on ne l'est pas. La règle du jeu parlementaire appelait le Labour party à former un cabinet de minorité. Un refus eut été contraire à toute l'attitude constitutionnelle du Labour party et aurait justifié le défi insolent de Churchill. Les dirigeants du Labour acceptèrent donc ce qu'ils avaient été unanimes à repousser quinze jours auparavant. Les ministres « ouvriers » furent tous pris soit parmi les bureaucrates réactionnaires des trade-unions, Thomas, Clynes, etc..., soit parmi les intellectuels Fabiens, Mac Donald, Snowden, Webb, soit encore parmi les « gentlemen cultivés » venus du libéralisme au travaillisme, Ponsonby, lord Haldane, etc..., le catholique Wheatley représentait l'extrême-gauche Ecosaise de l'I. L. P.

L'arrivée au pouvoir du L. P. coïncida par hasard avec une légère reprise de l'activité économique. Le chiffre du chômage diminua de deux ou trois cent mille unités ; les valeurs montèrent

en bourse ; ces faits permirent à Mac Donald dans le discours du trône (4 février 1924) de se considérer comme le bienfaiteur « non d'une classe, mais de la nation toute entière » (sic). Sa politique devait être une politique de « confiance, de paix et de liberté » (sic). Par malheur pour les conciliateurs du gouvernement capitalistes et prolétaires ne se faisaient pas la même opinion sur le sens attribué aux mots, confiance et paix. Les affaires marchaient mieux, les prix intérieurs baissaient, pour le capitaliste, la « paix » exigeait que les salaires baissent d'autant ; pour le prolétaire, la « paix » voulait signifier un salaire augmentant avec la production, puisque dans la période précédente, il avait diminué avec celle-ci ! En février, grève des dockers et des transports, en Mars, grève des mécaniciens de chemins de fer, en Juin, grève des électriciens de Londres, en Juillet, lock-out national du bâtiment. Telle fut la réponse aux paroles de paix du gouvernement Mac Donald. Bien entendu, dans la plupart de ces conflits, la direction bureaucratique des Trade-unions fit des efforts désespérés pour désarmer les ouvriers. L'exécutif de la National Union Railway (N. U. R.) dont le secrétaire, Thomas, était ministre et membre du conseil secret de Sa Majesté, déclara même illégale la grève des électriciens des chemins de fer et interdit aux patrons d'entrer en rapport avec les grévistes (sic). Il ne fallait rien faire qui puisse créer le plus petit ennui au gouvernement de Sa Majesté. Quand Mac Donald parlait de « confiance », il ne s'agissait pas de la confiance qu'il mettait dans l'activité du prolétariat mais uniquement de celle qu'il mendiait aux capitalistes et à leurs représentants. Quelle fut l'attitude du gouvernement « ouvrier » dans ces conflits, qui mettaient directement aux prises les deux classes opposées de la société ? Le gouvernement « ouvrier » d'après sa déclaration était un gouvernement au-dessus des classes, le symbole de l'entité nationale. Pour un nationaliste c'était un gouvernement petit bourgeois au service du capital. Le petit bourgeois aime jouer les Salomon, au nom d'une justice abstraite et distributive qui n'est que le reflet de sa situation instable au moment des grandes luttes sociales. Le gouvernement Mac Donald résolut les conflits avec des commissions d'enquête, des juges « impartiaux » et le glaive à deux tranchants de l'arbitrage obligatoire. Comment en aurait-il été autrement ? Nous avons analysé le rôle des leaders ouvriers et socialistes dans un précédent chapitre. Nous avons montré que ces gens, la « tête » du prolétariat, étaient liés par mille liens à la « glorieuse » bourgeoisie britannique, qu'ils en avaient hérité des mœurs et traditions, que leurs conceptions forgées par l'expérience séculaire du prolétariat anglais étaient

nécessairement étrangères à toute idée nette de classe. Intellectuels Fabiens et bureaucrates ouvriers voyaient cependant dans cet essai timide de gouvernement indépendant, le début de leur rêve réalisé, celui de devenir les héritiers c'est-à-dire les *continuateurs* de la bourgeoisie (qu'il ne faut pas confondre avec ses *fossoyeurs*).

Gouvernement de minorité, respectueux de la Constitution, il se devait d'écarter toute mesure socialiste comme la nationalisation des mines ! Quant au salaire minimum national pour les mineurs il le laissa à l'état de projet vague. Il se contenta d'augmenter les Trade Boards, organismes étatiques chargés dans chaque région de fixer les minima de salaires. Les Trade Boards avaient été institués durant la guerre par le ministre Lloyd George pour éviter les grèves. Le gouvernement travailliste les étendait à de nouveaux métiers, mais comme les Trade Boards prenaient comme salaire de base en une région ceux des ouvriers les moins qualifiés et les plus mal payés, leur action coercitive contre le patronat avait surtout un caractère moral. Ils se contentaient de poser la borne inférieure du taux horaire des salaires, mais ils ne pouvaient rien contre le chômage ou le demi-chômage. Contre le chômage, Snowden exposa le plan du gouvernement, mais il resta lui aussi à l'état de vœu car quatre mois plus tard, le gouvernement était renversé. Ce plan tient en deux projets : 1° Travaux publics : urbanisme, construction de routes, de ports, équipement téléphonique, ateliers nationaux destinés surtout à occuper quelques milliers de chômeurs, misérables expédients qui montrent qu'entre 1918 et 1924 les idées du Labour party sur le chômage ne s'étaient guère précisées.

2° Electrification du pays sous le contrôle de l'Etat. Ce plan, plus sérieux que le précédent, contenait au moins l'idée de la nationalisation des forces motrices qui dépendent de quelques cents entreprises plus ou moins minuscules. Il aurait eu pour conséquence d'abaisser les prix de revient des objets manufacturés ; ainsi sa portée économique était incontestablement plus grande que celle des ateliers nationaux chers à Thomas.

Pour remédier au manque de logements, le ministre de l'hygiène, Wheatley, présenta un projet de construction de 2.500 mille maisons ouvrières à bâtir en un délai de quinze ans. Le problème du logement était déjà cuisant dans la période d'avant-guerre. On estimait en 1914 à 320.000 le nombre de maisons nouvelles immédiatement indispensables. Rien qu'à Glasgow, « 14 0/0 des logements ne comprenaient qu'une seule pièce, 27 0/0 des logements que deux pièces ; plusieurs milliers de ces chambres contenaient 6 à 7 personnes, plusieurs centaines jusqu'à 8, 9

ou 10... Sur 2.434.252 enfants des écoles élémentaires inspectés, 1.166.784 étaient atteints d'une maladie quelconque; à Glasgow 32 0/0 des enfants mourant avant 5 ans, vivaient dans des maisons à une chambre, alors qu'il n'en périssait que 2 0/0 dans les maisons à 5 pièces... » (1).

Depuis la guerre, comme dans tous les pays d'Europe, le mal a été s'aggravant. En 1922, on estimait qu'il manquait un million de maisons et en plus que cent mille par an devenaient inhabitables par suite de leur état de vétusté. Les nombreux projets conservateurs de 1919 à 1924 échouèrent misérablement. L'Etat fournit des subsides aux municipalités pendant une durée de trois ans mais sans aucun contrôle des entreprises privées, sans aucune garantie contre le chômage des travailleurs du bâtiment; les prix subirent une ascension vertigineuse et sir A. Mond, ministre de l'hygiène du gouvernement Lloyd George ne trouva rien d'autre que de couper les vivres et d'arrêter les constructions. Le projet travailliste Wheatley était un compromis entre la nationalisation des entreprises de matériaux et le laisser faire anarchique. Les prix devaient être fixés par une commission nationale sur la base des prix moyens en 1924; les maisons construites restaient propriété municipale et ne pouvaient être vendues sans autorisation de l'Etat; enfin les travailleurs du bâtiment avaient une garantie de quinze années de travail. Le projet était un grand progrès sur tous ceux que les gouvernements antérieurs avaient proposés et il reçut un bon début d'exécution; mais la charge budgétaire était très lourde et devait croître d'année en année pour permettre l'achèvement du programme. Le gouvernement de Baldwin venu au pouvoir lui rognait les ailes en diminuant de moitié le subside d'Etat aux maisons ouvrières, sans toutefois oublier de faire profiter du subside et du contrôle étatique des prix, M. les landlords pour leurs propriétés privées !

Le budget travailliste fut libre échangiste : abolition de nombreux droits de douanes, des taxes sur les produits comestibles et les objets manufacturés à bon marché pour un total de 30 millions de Livres. Il rétablit l'impôt libéral d'avant guerre sur le revenu foncier des landlords.

Toutes les mesures intérieures du gouvernement travailliste n'étaient que des compromis à la sauce libérale. La seule loi qui fut exécutée en partie, le « Housing Act » sur les habitations avait été accepté par une fraction de la bourgeoisie comme une nécessité. L'Etat devait se substituer à la carence des capitalistes se refusant à placer leurs fonds en valeurs immobilières. D'autre part, un

loyer cher pour l'ouvrier est synonyme d'un salaire élevé à moins de craindre un développement intense de la lutte de classe. La meilleure politique de l'industrie est encore de favoriser les subsides d'Etat pour maintenir bas les taux des loyers. Ici la bourgeoisie dans son ensemble sacrifie plus ou moins les intérêts du propriétaire foncier à sa sécurité. C'est là un phénomène que l'on constate en général dans les pays qui ont subi la guerre et ses ruines.

A l'extérieur, le gouvernement « ouvrier » se montra le fidèle serviteur des intérêts de l'Empire; il réprima les troubles en Egypte et aux Indes comme un vulgaire gouvernement conservateur. Il inaugura la politique de pénétration américaine en Europe à la conférence de Londres (Juillet 1926) qui acceptait le plan des experts Dawes. Il se fit même le protecteur bienveillant des financiers anglo-saxons à la grande inquiétude des industriels qui ne voyaient pas favorablement le trop rapide relèvement de l'Allemagne. Au nom de la Fédération des mineurs, Cook lança le cri d'alarme pour l'industrie britannique du charbon et prophétisa une immense crise de chômage. Les faits lui donnèrent raison. En décembre 1923, la proportion de chômeurs était de 2,4 0/0 dans l'industrie minière; maintenant elle oscille entre 15 et 25 0/0. Le rapprochement anglo-russe ne fut possible que par l'appui tacite de la fraction libérale bourgeoise qui y vit une occasion de vendre ses marchandises, tandis que les conservateurs prenant la défense des financiers et propriétaires expropriés par la Révolution firent contre lui une campagne acharnée, seul le projet d'emprunt garanti, inséré dans l'accord fut combattu par toute la bourgeoisie y compris une fraction du Labour party, Snowden en tête. Cette clause fut une des causes de la chute de Mac Donald.

L'accord anglo-russe ne signifiait de la part du gouvernement aucun acte de solidarité prolétarienne. Il aurait pu être tout aussi bien rédigé par Lloyd George. C'était simplement dans ses termes et son but un traité entre deux gouvernements quelconques; mais il coïncidait avec un véritable courant de sympathie pour l'U.R.S.S. au sein des masses ouvrières. Celui-ci se manifestait au congrès des Trade Unions à Hull (Septembre 1924) par les résolutions votées en faveur de l'unité avec les syndicats pan-russes, par la réception des délégués soviétiques, etc....

Le grand recul du prolétariat, consécutif à la trahison de 1921 et à la crise de chômage s'était enrayé. Le chômage avait diminué, le prolétariat avait repris l'offensive en 1923-24 et même remporté des succès. L'esprit de lutte un moment endormi, revivait. La présence au pouvoir du Labour party dans les conditions politiques que l'on

(1) André Philip : *l'Angleterre moderne* (loc. citée).

saït ne pouvait guère faire d'illusions sur sa capacité à améliorer le sort de la classe ouvrière. Il n'était soutenu par les libéraux qu'à la manière du pendu et à la première occasion tout le monde avait qu'il serait balayé. Son existence n'avait tout au plus que la valeur symbolique d'une renaissance ouvrière, mais celle-ci ne se développait réellement que dans les unions parmi les « rank and file ». Comme nous l'avons déjà dit, en 1921 la classe ouvrière n'avait pas essuyé une véritable défaite et il suffisait qu'elle reprenne un peu de force pour se manifester à nouveau. L'esprit de lutte de classe trouva son expression dans l'attitude prosoviétique du prolétariat. L'U.R.S.S. avait rétabli depuis 1921 sa situation économique et la production se rapprochait de celle d'avant-guerre à un rythme croissant. Ce fait précis et l'accroissement de bien-être qui en résultait parmi les masses russes ne furent pas sans influence sur l'état d'esprit des masses anglaises. L'empirisme avec son caractère immédiat se satisfait facilement de quelques constatations pratiques, et ces constatations, les ouvriers anglais pouvaient les faire sur le régime des soviets. Le régime parlementaire britannique avec ses partis s'opposant mutuellement et son impuissance spécifique à résoudre les questions économiques et sociales n'était pas si brillant qu'il éclipât l'ordre soviétique malgré son origine « exotique ». On ne peut pas dire à proprement parler qu'il y avait une déception sur l'action ouvrière

parlementaire, l'expérience travailliste n'était nullement concluante, et les lazzis sur les culottes de soie des ministres « ouvriers » n'avaient guère de prise sur le cerveau traditionnaliste de l'ouvrier britannique. Mais, pour entretenir une opinion parlementariste, il eut fallu l'espoir d'un triomphe électoral et cela personne ne l'avait, même parmi les apologistes de l'action légale. L'écrasante victoire conservatrice, la façon lamentable dont Mac Donald se fit rouler par le faux Zinoviev confirma le scepticisme général. Les conservateurs, avec une majorité formidable, étaient sûrs de tenir le pouvoir des années. Personne ne doutait non plus qu'avec l'aggravation de la crise qui pointait, ils n'hésiteraient pas à attaquer violemment le prolétariat dans ses conditions d'existence. Il ne restait à ce dernier qu'à serrer ses rangs autour de ses organisations et se préparer à défendre chèrement sa vie. C'est ce que proclama le conseil général des Trade Unions appelant le prolétariat mondial à former un front uni de défense; c'est ce que proclamaient avec emphase ses leaders quand ils posèrent le pied en Russie rouge. L'épisode Mac Donald liquidé, la bataille s'annonçait imminente et gigantesque.

PAUL SIZOFF.

(La suite de cette étude qui aborde les problèmes actuels du mouvement ouvrier anglais paraîtra dans le N° 18.)

Le parti communiste en Tchécoslovaquie

Nous publions ci-dessous la partie principale d'une lettre adressée au Comité Central du Parti Communiste Tchécoslovaque par nos camarades du groupe de Prague de la fraction communiste de gauche.

Une courte première partie traitait de la situation internationale; nous reproduisons tout ce qui concerne la Tchécoslovaquie.

AU COMITÉ CENTRAL
DU P. C. TCHECOSLOVAQUE

Considérons la politique du P. C. tchécoslovaque depuis 1926 jusqu'à ce jour, pour prendre un exemple concret et actuel. Après la stabilisation, la sphère de circulation internationale (inflation-déflation, expropriation de larges couches, principalement petites bourgeoises) après la création de nouvelles relations monétaires internationales et l'établissement de nouvelles dépendances politico-financières (plan Dawes) et son affermissement politique (Locarno), le capital financier international fut contraint de passer de la politique basée sur l'antagonisme France-Allemagne à

la politique de pillage de la classe ouvrière dans tous les Etats européens, grâce à la rationalisation capitaliste, et aux traités fascistes entre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie. Et à cette époque il y eut aussi un revirement politique dans la Tchécoslovaquie dirigé par le génial Masaryk.

A cette époque la bourgeoisie tchèque avait des raisons d'ordre politique (intérieure et extérieure) de renoncer au régime à moitié socialiste, dans les limites nationales, qui avait gouverné à l'aide d'une partie du prolétariat tchèque, dominant les bourgeoisies des minorités nationales (allemands et slovaques) et la petite bourgeoisie; elle dut la remplacer par un gouvernement de bloc bourgeois de toutes les nationalités, qui plaça l'appareil d'Etat sous le sévère contrôle de classe de la bourgeoisie tchécoslovaque coalisée et créa l'instrument direct du capital financier tchécoslovaque, sans égard à la nationalité, ni aux intérêts particuliers de ses parties constituantes. Ce bloc chercha à s'assurer par tous les moyens l'appui actif et passif des larges couches moyennes dans son pillage de la classe ouvrière. C'était là une tran-

sition vers le fascisme. Au cours des années 1926-1929 une série de lois réactionnaires (lois militaires, réforme financière, réforme administrative) inaugura peu à peu la large base politique nécessaire au pillage économique de la classe ouvrière et des couches moyennes, au moyen de la rationalisation capitaliste et d'un renchérissement de la vie que rien ne justifiait.

La direction Jilek-Bolen du Parti Communiste dormait pendant le revirement fasciste de 1926, elle morcela les masses et leur mobilité révolutionnaire. L'opposition de gauche fut détruite, par des mesures d'organisation, avec l'assentiment de la direction régnante de l'I. C. (Staline, Boukharine, Smeral). La dictature de l'appareil bureaucratique amenait l'étouffement violent de toute discussion et l'abaissement systématique du niveau politique des militants. L'activité politique se bornait presque exclusivement à cultiver le crétinisme parlementaire, au travail pour le front unique avec les chefs réformistes, à faire durer dans la classe ouvrière et dans les masses petites bourgeoises la légende de Masaryk.

Il n'y a rien d'étonnant, qu'ainsi équipé le P.C. Tchéque se soit révélé comme un appendice du réformisme, comme un corps impuissant et dépourvu d'esprit politique, lorsqu'au printemps 1928 la stratégie de la rationalisation entraîna une large vague de mécontentement. La journée rouge de juillet 1928 démontra d'une façon bouleversante l'isolement de notre parti et son incapacité à organiser une action révolutionnaire.

Mais depuis la Journée Rouge, en 16 mois, il n'y a pas eu de changement *principal* dans la politique du parti qui, par une activité révolutionnaire, aurait conduit la masse des militants à la liaison *avec la classe ouvrière et avec tous les exploités.*

La révolte de la droite fut liquidée par des méthodes de l'appareil. Au lieu d'analyser la situation consciencieusement et objectivement, au lieu d'obtenir une clarification idéologique on prit des mesures d'organisation « habiles ». Il s'ensuivit que d'abord les opportunistes détachèrent des éléments ouvriers tout à fait innocents au point de vue marxiste sous la direction Jilek-Stern; ensuite une partie bien plus importante des militants, tout à fait capables de travail révolutionnaire, fut dégoûtée et tomba dans l'indifférence.

C'est ainsi que s'établit la direction centre-gauche du parti. Le 5^e Congrès fut une farce répugnante. Sans le moindre mot de critique on accepta servilement toutes les thèses du 6^e Congrès mondial qui fut un concert de la garde Stalinienne internationale, avec une symphonie de radicalisme en paroles et d'opportunisme, dirigée pseudo-marxistement par l'inoubliable Boukharine en personne.

Après cette légalisation « idéologique » de la nouvelle direction on passa à l'action révolutionnaire. Tandis qu'en 1928 nous n'eumes qu'une seule Journée Rouge (ratée) il y en eut cette année toute une série. Le 1^{er} août, la Journée des Jeunes, le 22 Septembre et le 7 Novembre apporlèrent des actions avec des « succès partiels ». Les manifestations grandioses de la bourgeoisie, à l'occasion de la fête anniversaire de St. Venceslas furent ignorées ou liquidées très sommairement; on y para par des actions « autonomes » réalisées à un moment où l'abîme entre la masse des militants et la poignée de fonctionnaires actifs et de bureaucrates appointés s'élargit de jour en

jour, où le niveau politique des assemblées et des manifestations tombe encore d'avantage, si possible, où la presse du parti se rétrécit constamment et où l'idéologie fasciste de toutes nuances (réformiste, pacifiste, nationale, religieuse) grandit énormément dans la masse de la population opprimée. Si ces actions autonomes se déroulent si piteusement, si elles sont si peu liées à la situation politique et n'ont pas la moindre influence sur la classe ouvrière, c'est avant tout parce que la direction manque d'une ligne stratégique conforme à la réalité et que les militants manquent de clarté idéologique sur toutes les questions politiques aussi bien tchécoslovaques que mondiales. Les actions sont réalisées mécaniquement, sans ardeur, quelques-uns y font de grands sacrifices dont la nécessité échappe à la masse. Dans l'ensemble il ne s'agit pas de travail révolutionnaire, mais de travail fait par de pauvres bureaucrates qui cherchent du souffle.

La question de l'Union soviétique est un des chapitres les plus lamentables de la vie politique et idéologique du parti — si tant est qu'il peut encore être question du parti. « La Russie est un Eldorado, un paradis », voilà la phrase ronflante de tout opportuniste embarrassé. Il n'est pas de plus grande commodité contre révolutionnaire que ces panégyriques aveugles, éclectiques et non contrôlés de toute institution soviétique, tandis que n'importe quel ouvrier ou bourgeois intelligent peut « contredire » tous les arguments par un nombre tout aussi grand d'arguments rassemblés d'une façon éclectique.

Sans une étude critique impartiale de la situation en Russie, de son rôle envers la classe ouvrière internationale d'une part, et envers l'impérialisme d'autre part, le parti communiste ne sera pas l'avant-garde révolutionnaire de la classe aux yeux des ouvriers, mais un hymne chanté en chœur par quelques fanatiques détachés des réalités concrètes.

Une telle politique ne met évidemment pas en danger les positions du capital financier tchécoslovaque et ne rend pas difficile le succès de ses idéologues et théoriciens dirigeants: Masaryk, Stransky, Fuchs. Pendant trois années entières notre bourgeoisie a pu travailler tranquillement à la consolidation économique et politique du magnifique fascisme de Masaryk. Certaines installations étaient nécessaires sur le large front fasciste, un *affaiblissement* voulu de tel ou tel partie dans l'intérêt et pour le *renforcement de l'ensemble*. Par une différenciation politique progressive de ce front on créa différents groupements politiques, dont le programme correspond aux intérêts et aux tendances corporatives des différentes couches exploitées, ce sont là des partis qui forment un excellent instrument pour s'emparer des masses abusées, pour diriger leur mécontentement, leurs illusions et leurs désirs.

Le phénomène le plus récent dans le domaine de la différenciation, est le détachement de l'aile syndicale (sous Curik) du parti populiste (clérical) tchéque (Volkspartei) qui était dans la période écoulée une partie par trop exposée du bloc bourgeois fasciste. Des dizaines de milliers d'ouvriers restèrent ainsi avec le cléricalisme mensonger.

Les élections de St. Venceslas furent le commencement idéologique du fascisme tchécoslovaque, une auréole composée des démagogues patriotiques, religieuses, réformistes et pacifistes

les plus diverses. Cette mainmise de grande envergure sur l'opinion publique, dirigée par Masaryk, de concert avec les cléricaux, devait attacher à l'Etat fasciste les masses petites bourgeoises, trompées par une nouvelle guerre impérialiste.

Un véritable parti communiste aurait ici l'occasion d'effacer autant que possible d'anciennes erreurs. Il faudrait commencer par une analyse de ce mécanisme interne du développement fasciste et répandre cette analyse dans une forme populaire parmi les larges masses de la population exploitée. Mais les théoriciens dirigeants du parti se contentent de détacher à la légère certains côtés du processus social général et de l'ensemble historique. Ils y collent ensuite la photographie de n'importe quel carnassier sanglant (« Masaryk, cette vieille hyène sanglante... »), ils aboutissent à l'expectative d'un « nouveau » système, du terrorisme permanent à la Zoergiebel et les lecteurs de la presse communiste ne peuvent pas même savoir s'ils ont à lutter contre un ordre existant (le « *Bolchévik* » illégal dit : « A bas la dictature fasciste », « le réformisme a amené le régime fasciste en République ») ou s'il s'agit de défendre le régime « plus favorable » dont on parlait jusqu'ici. (Sur la même page du « *Bolchévik* » on peut lire : « chez nous aussi le danger fasciste grandit », « la classe ouvrière est en face d'une dictature fasciste, dont le danger... »).

Mais dans la plupart des cas on ne fait qu'annoncer la dictature fasciste, en désignant du même coup les social-réformistes et les chemises noires de gajdas comme représentant le danger le plus éminent.

Il faut au contraire montrer clairement que le côté technique - militaire, par exemple l'organisation de troupes d'assaut fascistes, n'est pas le côté le plus important, le côté essentiel du fascisme tchécoslovaque dans la période donnée de la politique, qu'il ne s'agit pas d'un ou de plusieurs degrés de cruauté de plus ou de moins, mais qu'il s'agit maintenant de masquer démocratiquement, au moyen de l'appareil d'Etat, le système *existant* qui exploite systématiquement toutes les couches non-bourgeoises, les moyens coercitifs et de terreur blanche restant toujours à la disposition du pouvoir. La bourgeoisie ne se fait pas faute de s'en servir en cas de besoin. Mais la terreur blanche permanente ne résulterait que d'un mouvement révolutionnaire conséquent appuyé par les larges masses.

Faire un tableau coloré d'un terrorisme sanglant sous l'hégémonie de la social-démocratie est une dérision politique de première grandeur dans une situation où pour tromper le peuple on prépare une réédition de la démocratie mensongère de Masaryk, un adoucissement de la censure et du contrôle des réunions, peut-être même une diminution de la durée du service militaire, à une époque où la social-démocratie tchécoslovaque n'est *absolument* pas l'avant-garde mais l'appendice du capital financier et où les Hampl, Soukup et Cie vivent des débris idéologiques de la table de Masaryk, Benes, Stransky, Alfred Fuchs, Radl, etc., etc.

Au lieu de démontrer la nécessité d'une coalition rouge et verte pour la bourgeoisie, le P. C. tchèque s'égosille au sujet d'un gouvernement de concentration de tous les partis, d'une grossière « mobilisation de toutes les forces contre-révolu-

tionnaires » contre le P. C. tchèque et le prolétariat qui le suit soi-disant. On est sommé d'abattre et de tuer les social-fascistes partout où en on rencontre ; les « social-fascistes » représentent pratiquement les dizaines de milliers d'ouvriers social-démocrates qui, grâce à la politique opportuniste menée par le P. C. durant de longues années sont livrés aux illusions réformistes ; ce nouveau mot d'ordre ultra-gauchiste ne fait que renforcer l'isolement du parti et rend impossible tout travail révolutionnaire fractionnel dans les syndicats réformistes, dans les luttes économiques, etc.

Et ainsi la coalition, dont le « Rudy vecernik » du 4.10.1929 affirme « qu'elle n'a pas suffisamment compris les besoins et les plans du capital financier » — aborde les élections. La bourgeoisie tchécoslovaque fit des signes avec l'éventail bigarré largement déployé de tous ses partis politiques et de toutes ses idéologies répondant aux tendances et aux besoins les plus divers, et la classe ouvrière ainsi que la petite bourgeoisie pensaient que derrière l'éventail étincelant se cachait un encore plus beau visage.

Et comme une soubrette jalouse et envieuse la direction du P. C. tchèque souffre du succès de ce « vieux tableau ».

Les théoriciens dirigeants du P. C. tchèque s'efforcent, par une analyse superficielle, et par suite non objective des résultats électoraux, de déprécier ces résultats en les expliquant par une croissance des illusions et des positions social-réformistes des larges masses, et d'enjoliver la défaite du P. C. tchécoslovaque par différentes excuses, telle que celle du regroupement des électeurs du P. C. (Passage des anciens électeurs à la jeunesse ouvrière, des travailleurs spécialisés au travail non spécialisé).

Le maniement erroné de la conception « radicalisation des masses », la tendance à identifier ce processus avec la marche des travailleurs vers le léninisme est une hypocrisie et une escroquerie. De quoi s'agit-il, en réalité ? La mobilité des larges masses ouvrières et petites bourgeoises se traduit pour le moment par des actions dispersées. Les réformistes en profitent le plus, et les communistes le moins. Cependant les positions du P. C. tchécoslovaque dans les petites et moyennes usines sont relativement meilleures que dans les grands établissements. Dans les mines l'influence du P. C. baisse, les grandes usines métallurgiques (préparation de la guerre impérialiste !) sont presque toutes entre les bonnes mains de grandes majorités réformistes. L'affirmation selon laquelle le P. C. tchèque serait en croissance dans les contrées où la nouvelle stratégie des grèves est appliquée (grève des ouvriers du textile dans le nord de la Bohême, ouvriers agricoles slovaques) est un mensonge.

Les affirmations officielles de la direction du parti ne sont pas conformes à la vérité. Si les militants y conforment leurs convictions politiques, elles mèneront donc à de nouvelles et graves défaites et à un isolement encore plus grand du P. C. tchèque. En persistant dans ces faux point de vue on reste dans la boue de l'opportunisme de Jilek. Si la direction actuelle s'efforce vraiment de mener le parti vers une voie révolutionnaire, si elle prend au sérieux la revendication d'une large discussion sans égard pour les chefs, elle devra publier notre lettre dans la pres-

se du parti, le proposer à la discussion et soutenir nos revendications :

1. — Cessation immédiate de toute liquidation *mécanique* des camarades qui ont une opinion politique différente de celle de la direction officielle.

2. — Réintégration immédiate de tous les camarades exclus à cause d'une critique de gauche de la ligne du parti.

3. — Discussion large et démocratique dans toutes les organisations du parti où la possibilité de la propagation des points de vue de gauche est assurée.

La discussion doit être le début de l'éducation systématique des militants. L'éducation est une des principales préparations à l'illégalité, cent fois plus importante et plus précieuse que toutes les niaiseries organisatoires.

4. — La discussion, l'éducation et la vie idéologique du parti en général doivent être soumis à la libre critique et au contrôle des militants qui lutteront :

a) contre toute attitude superficielle, contre toute mauvaise foi, contre les exagérations et enjolivements ;

b) contre le patriotisme soviétique dépourvu de contenu révolutionnaire ;

c) contre l'ignorance voulue des illusions existant dans la classe ouvrière et la petite bourgeoisie tchécoslovaques et des causes de cette idéologie ;

d) contre tout terrorisme organisatoire qui rend impossible la clarification des idées.

*Communistes de gauche
Fraction de Prague.*

Novembre, 1929.

LISEZ ET FAITES LIRE

LA VÉRITÉ

journal hebdomadaire de l'opposition communiste.

Tous les Vendredis.

Le n° 0 fr. 50.

LA VIE DE LA REVUE

Avec ce numéro nous terminons notre deuxième année de parution.

Dès janvier prochain nous paraîtrons dans des conditions matérielles améliorées, et avec une régularité parfaite.

Que chacun de nos lecteurs nous aide, en trouvant des abonnements, en nous faisant lire.

Il faut vivre et nous développer. Notre but immédiat est d'atteindre rapidement puis de dépasser le nombre de 500 abonnés et de 1.500 lecteurs.

Бюллетень Оппозиции

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)

Bulletin de l'opposition (bolcheviks-léninistes)

(entièrement en langue russe.)

VIENT DE PARAÎTRE. N° 7.

Pour les abonnements et la vente, adresser la correspondance à Meichler, 6, rue de Milan. Paris.

La Lutte de Classes

paraît tous les mois

45, Boulevard de la Villette, Paris 10°

Le Numéro — 2 francs.

Abonnements :	FRANCE	ETRANGER
1 an	20 fr.	30 fr.
six mois ..	10 fr.	15 fr.

Compte Chèque postal : 1333.80 Naville-Paris.

Tables des matières des années 1928 et 1929

EDITORIAUX

	PAGES	Nos
La tactique électorale du Parti Communiste	1	1
L'agitation électorale et l'action de masses	1	2
Les élections législatives et notre avenir	57	3
Victor-Serge en Prison	89	4
Onzième anniversaire d'Octobre	185	7
L'exil de Trotsky. Appel aux travailleurs ..	218	8
Police et Socialisme	249	9
De Zoergiebel à Chiappe	265	10
Un Congrès de Salle d'Attente	281	11
Un pas en avant	305	12
Nos tâches	331	13-14
A l'américaine	355	15
Après la crise ministérielle	379	16

ARTICLES

André Ariat. La Sainte famille de Marx et Engels	9	2
— Réponse à Max Eastman ..	70	3

André Ariat. Bolchevisme et Social-démocratie	234	8
— Le mouvement révolutionnaire hindou	260	9
— Le sens du conflit sino-russe	322	12
André Arnaud. La politique du blé en URSS.	63	3
— La lutte de classe dans la révolution chinoise	166	6
Amadéo Bordiga. Lénine sur le chemin de la Révolution (I)	98	4
— Lénine sur le chemin de la Révolution (II)	131	5
Max Eastman. Le marxisme comme science et comme philosophie	69	3
Marcel Fourier. Les tâches du Parti Communiste Français dans la question d'Alsace-Lorraine	140	5
Georges Garine. Brest-Litovsk (I)	145	5
— Brest-Litovsk (II)	173	6
— Brest-Litovsk (III)	203	7

Francis Gérard. Deux augures de la politique réaliste : Fabre-Luce et Romier	79	3
— Les « Notes d'un économiste » de Boukharine	254	9
Kurt Landau. La situation politique en Allemagne et le groupe Brandler	374	15
Rosa Luxembourg. Stagnation et progrès dans le marxisme	60	3
— Discours sur le programme (I)	290	11
— Discours sur le programme (II)	317	12
Pierre Naville. Le 15 ^e Congrès du Parti Bolchevik	4	1
— Otto Bauer et la situation en U. R. S. S.	25	1
— Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis (A. Philip) ..	14	2
— Situation de la petite bourgeoisie en France	153	6
— Cachin et Loucheur	188	7
— La crise du Parti Communiste Français	237	8
— Droite et gauche	237	8
— Le mouvement de masse et la bureaucratie	283	11
Le développement du conflit sino-russe	385	16
— Lettre au camarade Trotsky	306	12
— Le communisme en Alsace-Lorraine et la question nationale	357	15
Marcel Ollivier. La question agraire en Russie (I)	3	2
— La question agraire en Russie (II)	72	3
— La question agraire en Russie (III)	109	4
A. Patri. Syndicalisme et communisme	91	4
A. Patri. Science et Philosophie de l'histoire dans leurs perspectives révolutionnaires	190	7
— Réponse à Louzon	324	12
Paul Sizoff. Canton (11-13 Décembre 1927) ..	131	1
P. Sizoff. Notes sur l'économie soviétique en 1928	226	8
— Avant les élections britanniques	270	10
— A propos d'un article de Louzon sur le travaillisme	335	13-14
— Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais	337	13-14
— Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais	364	15
— Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais (III)	387	16
Victor Serge. Le témoin : Gorki	108	4
Sturmberg. L'Internationale Communiste et le cas Thaelmann	197	7
Boris Souvarine. Francesco Ghezzi en prison à Moscou	268	10
Léon Trotsky. Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme (fin)	20	1
— La victoire de Staline	252	9
— Lettre à la réd. de <i>La Lutte de Classes</i>	310	12
A. Thalheimer. Réponse à Urbahns	285	11
— Le Léninbund et Trotsky ..	287	11
Volkswille. Réponse à Brandler	286	11
— Politique de légendes	289	11

Rédaction du Bulletin de l'opposition russe.		
L'opposition de gauche et le Parti Communiste de l'U. R. S. S.	377	15
Primus. L'oligarchie bureaucratique en U. R. S. S.	296	11

NOTES ET DOCUMENTS

La campagne du blé en U.R.S.S.	12	1
La déportation des chefs de l'opposition ..	24	1
A propos des classes moyennes	13	2
Le regroupement du Parti Communiste belge ..	17	2
Les perspectives économiques aux Etats-Unis ..	19	2
Henri Barbusse contre le Marxisme	20	2
Une conférence de De Man	21	2
L'Internationale Communiste et la stabilisation capitaliste	81	3
La rationalisation de l'industrie européenne ..	84	3
La crise du profit en Amérique	84	3
Bogdanov	85	3
Axelrod	88	3
Nouvelles exclusions	112	4
Lettres de déportés	114	4
Et le Programme ?	114	4
Correspondants ouvriers et le mouvement communiste	114	4
La situation en Chine et l'opinion bourgeoise ..	172	6
L'Union des Travailleurs révolutionnaires de Limoges et « La Vérité »	189	7
Le programme de l'opposition russe, l'exil de Trotsky et la presse	231	8
Trotsky à Constantinople	236	8
A propos de l'élection de Puteaux	243	8
La vie de la Revue	244	8
Une réunion à Courbevoie	251	9
Trotsky à Constantinople	253	9
La crise du Parti Communiste allemand et Tchécoslovaque	258	9
Un faux	264	9
Après le 1 ^{er} août	314	12
La « Vérité »	316	12
A propos de l'opposition commun. allemande ..	372	15
Lettre au 6 ^e Congrès Mondial de l'Internationale Communiste (M. Fourrier, F. Gérard, P. Naville)	121	5
L'opinion des militants (correspondances) ..	116	4
Thèses sur l'organisation du parti	122	5
Thèses sur la question syndicale	125	5
A propos du redressement communiste : Lettre à « Contre le Courant »	128	5
Une lettre de Léon Trotsky	163	6
A bas les déportations ! (correspondances) ..	179	6
Notre affiche : Un crime !	219	8
Une lettre politique de Trotsky : La situation dans le mouvement révolutionnaire en U.R.S.S. à la fin de 1928	220	8
Une interview de Panaït Istrati	233	8
Lettre de Moscou	267	9
Résolution secrète contre Boukharine (I) ..	325	12
Déclaration sur le conflit sino-russe	333	13-14
Résolution secrète contre Boukharine (II) ..	347	13-14
Réponses à notre enquête	350	13-14
Résolution de l'opposition communiste belge sur le conflit sino-russe	385	16
Lettre au C.C. du P.C. Tchécoslovaque ..	390	16

Le Gérant : Pierre NAVILLE



Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, 32, Paris (20)